



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Sous-commission départementale
pour la sécurité incendie
dans les ERP et IGH**

PROCES-VERBAL DE VISITE

I - OBJET DE LA VISITE

ETABLISSEMENT	CENTRE HOSPITALIER COTE BASQUE
REFERENCE	E102.00010
COMMUNE	64100 BAYONNE
ADRESSE	13 avenue Jacques Loeb
DATE	13 novembre 2024
OBJET	visite périodique de contrôle de la ZONE N°1

II - PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité (circulaire du 22 juin 1995), la commission de sécurité s'est réunie en application des dispositions des articles R 143-26 à 41 du Code de la construction et de l'habitation, afin d'effectuer une visite périodique de contrôle.

1 - MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVE

Le Préfet, Président ou son représentant	M.BEGUIN
Le Maire de la commune ou son représentant	Mme LARRE
Le Directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant	B/C LARRE
Le sapeur-pompier titulaire du brevet prévention (PRV2/PRV3), rapporteur	Ltn TOULET

2 - RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Chargé de sécurité CHCB	M. FALQUE
Représentant du directeur de l'établissement	M.LESPADE

3 - ASSISTAIT EGALEMENT A LA REUNION

Mairie de Bayonne, service Hygiène et Sécurité	M.POUYAU
--	----------

III - PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

1 - DESCRIPTION

➤ Présentation succincte

Pour réaliser les visites périodiques de l'établissement, celui-ci est divisé en trois zones. Ces visites sont programmées annuellement afin que l'ensemble de l'établissement soit visité tous les 3 ans.

Sur tous les bâtiments de l'établissement les niveaux sont définis ainsi :

- 2^{ème} et 1^{er} sous-sols : S2 et S1.
- Rez-de-chaussée : N0.
- 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} étage : N1, N2, N3 et N4.
- Le niveau N5 comporte des locaux techniques en terrasse.

Concernant le bâtiment ENERGIE

Ce bâtiment est isolé par une distance supérieure à 8 mètres du centre hospitalier complétée par des murs et couverture coupe-feu de degrés 2 heures (conformément aux dispositions de l'article CO 8).

Il abrite la chaufferie centrale de 6 000 kW de l'établissement et 3 groupes électrogènes totalisant 3 000 KWA. Les installations alimentent une boucle de fluides (réseau des RIA, eau potable et électricité) ceinturant le site et desservant tous les bâtiments. Une chaufferie biomasse est installée dans le prolongement de la chaufferie gaz (plus ancienne). Les chaufferies sont séparées par un espace ouvert dans lequel un escalier permet l'accès à la chaufferie au gaz située au niveau -3 m et au stockage de combustible en sous-sol (niveau -5 m).

Ce stockage, situé sous la voirie entre les chaufferies et hôpital, est alimenté par 6 trappes de 3,50 x 2,30 mètres. Ce bâtiment a fait l'objet d'une déclaration en préfecture au titre des installations classées pour l'environnement. Les trois zones sont les suivantes :

ZONE 1 : objet de la visite de contrôle de ce jour

BATIMENTS PEDIATRIE ET MATERNITE en totalité, sur tous les niveaux

- La pédiatrie complète (du S1 au N3) ;
- La maternité complète (du S1, au N2).

La ZONE CENTRALE (bâtiment R-2+5) ; la visite concerne le S1 et le N0

- Urgences, UHCD, consultations ;
- Relais H café (cette boutique a fait l'objet d'un PV unique lors de la réception en 2018, qui est réintégré à ce PV). Il comprend :
 - Un espace presse de 30 m² (effectif calculé à 2 p / m² sur 1/3 surface soit 20 personnes) ;
 - Une file d'attente de 6 m² (effectif calculé à 3 p / m² soit 18 personnes) ;
 - Un mange debout de 3 m² (effectif calculé à 2 p / m² soit 6 personnes) ;
 - Un espace assis traditionnel de 44 m² (effectif calculé à 1 p / m² soit 44 personnes) ;
 - Un espace terrasse extérieur assise de 19 m² (effectif calculé à 1 p / m² soit 19 personnes) ;
 - Un espace terrasse du hall intérieur de 22 m² (effectif calculé à 1 p / m² soit 22 personnes) ;
 - Un espace ligne de vente de 18 m² ;
 - Un local assemblage de 23 m² ;
 - Une réserve et bureau de 10 m² ;
 - Un local déchet de 1 m² ;
 - Une zone de circulation de 4 m².

Le local préparation et le bureau sont classés à risques moyens. Ils disposent de cloisons coupe-feu 1 h et blocs-portes coupe-feu ½ h avec ferme-porte.

Les installations de cuisson cumulent une puissance inférieure à 20 kW.

L'effectif maximum des personnes pouvant être présentes dans le relais H est de 135 personnes (6 pour le personnel). Cette boutique est largement ouverte sur le hall, elle dispose de 3 sorties totalisant 11 UP.

Le reste du NIVEAU S1 en totalité

- Plateau technique Sud, bâtiment extension Sud et USN 72 : anesthésie, bloc, réanimation, U.S.C., sipo, N.R.B.C.
- Plateau technique Nord : biomédicaux, Blocs GCS, EFS.
- USN 75 et USN 78 : chirurgie ambulatoire.

ZONE 2 : objet de la visite de contrôle de 2022

L'EXTENSION SUD de N0 à N4

- Hébergement et PC médicaux.

La ZONE CENTRALE de N1 à N4

- Hébergement, PC médicaux.

Le PLATEAU TECHNIQUE SUD au N0

- Radio, IRM.

Le PLATEAU TECHNIQUE NORD au N0

- Labo, réserve foncière.

L'USN 72 de N0 à N4

- PC médicaux, consultations, hôpital de jour.

L'USN 75 de N1 à N2

- Hébergement.

L'USN 78 de N0 à N4

- Consultations, hébergement.

ZONE 3 : objet de la visite contrôle de 2023

Bâtiment Saint Léon en entier (du S1 au N2)

- Ce bâtiment ne contient pas de locaux à sommeil.
- Les zones accessibles au public se trouvent au rez-de-chaussée (admissions, UTAPS, UTEP, consultations médico judiciaires, service gériatrie mobile, consultations soins palliatifs) et au R+1 (kiné, services sociaux).

Bâtiment UAS en entier (à simple RDC)

- Bâtiment à simple rez-de-chaussée accueillant l'unité d'aide spécialisée. Huit patients sont hospitalisés au maximum, dans ce service, dans des chambres individuelles, de jour et de nuit.
- La nuit deux infirmières sont présentes dans ce bâtiment.

Hélistation (h24 depuis le 01/11/2023)

Noyau central N5

- Locaux techniques en toiture.

Niveau S2 en entier (USN 75, USN 78, plateaux techniques Sud et Nord)

- Locaux techniques, pharmacie, stérilisation, quai logistique, vestiaires, self, archives (codé du travail).
- Seule la pharmacie peut accueillir des personnes extérieures (5 publics).

2 - EFFECTIFS ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est défini ci-après :

NIVEAUX	SERVICES	LITS				POSTES CONSULTATIONS			Autres Public	Autres Personnel	TOTAL PUBLIC	TOTAL PERSONNEL	EFFECTIF CUMULE
		Nb	Patients	Visiteurs	Personnel	Nb	Public	Personnel					
ZC / EXT / PT													
N 4	onco-hématologie	49	49	49	16		0				98	16	114
	secteur protégé hématologie	7	7	7	2		0				14	2	16
	soins palliatifs	13	13	13	4		0				26	4	30
	héματο-cancerologie	13	13	13	4		0				26	4	30
	postes de consultations		0	0	0	6	48				48	0	48
	TOTAL	82				6				212	27	239	
N 3	cardiologie	79	79	79	26		0				158	26	184
	Soins intensifs de cardiologie (USIC)	16	16	16	5		0				32	5	37
	Poste de consultation privée de cardio		0	0	0	10	80				80	0	80
	Court séjour gériatrique	22	22	22	7		0				44	7	51
	TOTAL	117				10					314	39	353
N 2	Neurochirurgie	21	21	21	7		0				42	7	49
	Pneumologie	24	24	24	8		0				48	8	56
	Gastro-entérologie	27	27	27	9		0				54	9	63
	chirurgie viscérale	23	23	23	8		0				46	8	54
	Chirurgie orthopédique	25	25	25	8		0				50	8	58
	chirurgie urologie et gynécologie	22	22	22	7		0				44	7	51
	chirurgie digestive	22	22	22	7		0				44	7	51
	PC médicaux		0	0	0	17	136				136	0	136
	TOTAL	164				17					464	55	519
N 1	dialyse	20	20	20	7		0				40	7	47
	néphrologie	9	9	9	3		0				18	3	21
	maladies infectieuses	20	20	20	7		0				40	7	47
	médecine Interne	18	18	18	6		0				36	6	42
	neurologie	23	23	23	8		0				46	8	54
	unv	7	7	7	2		0				14	2	16
	Rhumatologie/dermatologie	20	20	20	7		0				40	7	47
	endocrino-diabetologie	22	22	22	7		0				44	7	51
	PC médicaux		0	0	0	15	120				120	0	120
TOTAL	139				15					390	46	436	
N 0	accueil général		0	0	0		0		50		50	0	50
	consultations externes		0	0	0	22	176				176	0	176
	imagerie médicale		0	0	0	12	96				96	0	96
	médecine nucléaire		0	0	0	6	48				48	0	48
	laboratoire public et personnel		0	0	0		0			50	0	50	
	plateau de rééducation		0	0	0	3	24				24	0	24
	administration		0	0	0		0			20	0	20	
	caféteriat / presse - Relais H		0	0	0		0		50	6	50	6	NC
	SAS	7	7	7	2		0				14	2	16
	Salle de réunion associative		0	0	0		0			34	0	34	34
TOTAL	7				43					458	92	550	
S 1	bloc opératoire 17 salles	17	17	0	6		0			60	17	66	83
	salle de réveil	8	8	0	3		0				8	3	11
	réanimation	13	13	0	4		0				13	4	17
	sipo	5	5	0	2		0			8	5	10	15
	soins intensifs	7	7	0	2		0			12	7	14	21
	urgences		0	0	0	15	120				120	0	120
	UHTCD	8	8	8	3		0				16	3	19
	chirurgie ambulatoire	21	21	21	7		0				42	7	49
	radiologie urgences		0	0	0	5	5	3			5	3	8
	brancardage équipe centrale		0	0	0		0			35	0	35	35
anesthésiologie		0	0	0		0			25	0	25	25	
TOTAL	79				20					233	169	402	
S 2	Self du personnel		0	0	0		0			160	0	160	NC
	pharmacie		0	0	0		0			25	0	25	25
	magasins		0	0	0		0			6	0	6	6
	quais propres et sales		0	0	0		0			2	0	2	2
	reprographie		0	0	0		0			1	0	1	1
	laverie centrale		0	0	0		0			2	0	2	2
	stérilisation		0	0	0		0			15	0	15	15
TOTAL	0				0					0	51	51	
PEDIA / MATER													
N 2	hospitalisation	16	16	16	8		0				32	8	40
	TOTAL	16				0					32	8	40
N 1	réanimation pédiatrique	6	6	6	2		0				12	2	14
	soins intensifs néonatalogie	4	4	4	1		0				8	1	9
	néonatalogie	16	16	16	5		0				32	5	37
	uhcd pédiatrique	5	5	5	2		0				10	2	12
	maternité	42	42	42	14		0				84	14	98
	hébergement Kangourou	3	3	3	1		0				6	1	7
	TOTAL	76				0				152	25	177	
RDC N 0	consultations gynécologie		0	0	0	8	64				64	0	64
	consultations pédiatriques		0	0	0	5	40				40	0	40
	hopital de jour pedia	5	5	5	3		0				10	3	13
	bloc op / Réveil - MATER	3	3	0	1		0				3	1	4
	accouchement - MATER	6	6	6	2		0				12	2	14
	TOTAL	14				13				129	6	135	
S 1	planning familial		0	0	0	4	32				32	0	32
	urgences pédiatriques		0	0	0	5	40				40	0	40
	uhcd pédiatrique	7	7	7	2		0				14	2	16
	chambre mortuaire		0	0	0		0			2	0	2	2
	TOTAL	7				9					86	4	90
SOUS TOTAL - HORS VIEUX SLE		701				133					2478	523	3001

VIEUX SLE												
N 2	SLIN		0	0	0		0		12	0	12	12
	DRH		0	0	0		0		25	0	25	25
	Dir Affaires Médicales et Générale		0	0	0		0		20	0	20	20
	Informatique		0	0	0		0		25	0	25	25
	Qualité		0	0	0		0		10	0	10	10
	Chambre de Garde (7lits)		0	0	0		0			0	0	0
	TOTAL	0				0				0	92	92
N 1	Medecine du Travail		0	0	0		0		10	0	10	10
	Consultation		0	0	0	3	24			24	0	24
	Consultation PSY		0	0	0	14	112			112	0	112
	KINE		0	0	0		0	10	10	NC	10	10
	Salle des Instances		0	0	0		0		100	0	100	NC
	DIM		0	0	0		0		10	0	10	10
	Dir Financière		0	0	0		0		15	0	15	15
	DSTEL		0	0	0		0		25	0	25	25
	TOTAL	0				17				136	70	206
RDC N 0	EMMSP		0	0	0		0		10	0	10	10
	EMG		0	0	0		0		10	0	10	10
	CLAT		0	0	0	2	16			16	0	16
	Chapelle		0	0	0		0		36	0	36	NC
	Salon des Usagers		0	0	0		0			0	0	0
	bureau		0	0	0		0		4	0	4	4
	Unité de recherche clinique		0	0	0		0		8	0	8	8
	Admission Gestion Facturation		0	0	0		0		20	0	20	20
	Les Réseaux --> Addictologie		0	0	0		0		10	0	10	10
	UTEP		0	0	0		0		5	0	5	5
	UTAPS		0	0	0	8	64	34		98	0	98
	Standard Annexe		0	0	0		0		3	0	3	3
	Locaux Syndicaux		0	0	0		0		5	0	5	5
	Salle Betti mugl		0	0	0		0		6	0	6	6
			0	0	0		0			0	0	0
			0	0	0		0			0	0	0
			0	0	0		0			0	0	0
	TOTAL	0				10				114	81	195
SOUS TOTAL - VIEUX SLE		0				27			250	243	493	
							PC					
TOTAL CHCB		701				160			2728	766	3494	

Ce tableau, mis à jour en juillet 2024, indique le nombre de lits par service et par niveau.

Le calcul a été réalisé sur la base réglementaire de l'article U2 des dispositions particulières du règlement de sécurité contre l'incendie dans les ERP :

- Une personne par lit ;
- Une personne par trois lits au titre du personnel soignant ou non ;
- Une personne par lit au titre des visiteurs ;
- Huit personnes, personnel compris par poste de consultation ou d'exploration externe.

Établissement recevant du public de type U de 1^{ère} catégorie avec activités de types L, M, N et W.

3 - SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est assujetti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la construction et de l'habitation,
2. Le Code du travail pour les parties réservées aux travailleurs,
3. L'arrêté préfectoral n° 64-2016-09-12-004 en date du 12 septembre 2016 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées-Atlantiques,
4. Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP, pris en application de l'article R 123-12 du Code de la construction et de l'habitation, livre I à livre IV, en fonction du type et de la catégorie de l'établissement concerné, en particulier :
 - l'arrêté du 23 mars 1965 relatif au règlement de sécurité incendie et de panique dans les établissements recevant du public,
 - l'arrêté du 25 juin 1980 (dispositions générales),
 - l'arrêté du 10 décembre 2004 modifié (type U - établissements de soins),
 - l'arrêté du 21 juin 1982 (type N - restaurants et débits de boissons).

Historique de l'établissement (archives SDIS – fond de dossier)

n° pièce	date	intitulé pièce	archive
1	1974 à 1998	Avis du SDIS sur des projets de construction antérieurs à la restructuration. Réunions informelles préalables à la restructuration et au dépôt de permis.	FD
2	07/86 à 12/03	PV de visites communales (jusqu'en 2003) + anciens dossiers antérieurs à la restructuration	FD
3	10/98 à 06/00	Dossiers antérieurs à la restructuration, provisoires ou préalables (bâtiment énergie, laboratoires, parc de stationnement...)	FD
4	25/06/01	Organisation en matière de secours Note de l'officier préventionniste au DDSIS avec copie au chef du CIS Anglet	FD
5	12/02/99 19/05/99	PC 99B1012 : extension et restructuration du C.H. Avis de la SCD ► AF	FD
6	20/12/01 31/01/02	PC 99B1012 : étude du cahier des charges fonctionnel SSI Avis de la SCD ► AF	FD
7A	25/04/03	PC 99B1012 : étude du désenfumage de l'atrium et de la rue intérieure Avis de la SCD ► AF de principe avec saisine de la CCS	FD
7B	04/09/03	Relevé des avis de la CCS sur le désenfumage	FD
8	11/07/03 26/09/03	PC 03B1064 : aménagement restaurant du personnel (bât. type modulaire) Avis de la SCD ► pas d'observations particulières	FD
9	05/03/02 à 29/03/04	Organisation des visites par les commissions de sécurité communales et départementales	FD
10	17/12/03 29/01/04	Étude sur le mode de commande des clapets coupe-feu Avis de la SCD ► AF	FD
11	24/05 au 24/12/04	Courriers de Monsieur GARCIA au Directeur du centre hospitalier concernant des dysfonctionnements constatés dans son cadre personnel	FD
12	16/06/05	Visite de réception (extension neuve de la maternité) ► AF	FD
13	02/11/05 15/11/05	PC 05B1119 : construction du service accueil spécialisé Avis de la SCD ► AF	FD
14	29/12/05	Visite de chantier	FD
15	29/12/05	Visite périodique (phase 1 : examen des rapports de contrôle et de maintenance) ► AF	FD
16	23/03/06	Visite de chantier	FD
17	23/03/06	Visite périodique (phase 2 : USN, plateau technique, IRM, service de gynéco-obstétrique et de pédiatrie) ► AF	FD
18	18/05/06	Visite de réception (zone D2 maternité) ► AF	FD
19	11/10/06	Visite de réception (10 chambres du niveau R+1 de la maternité) ► AF	FD
20	11/10/06	Visite périodique - bâtiment « Vieux Saint Léon » (phase 3) ► AF	FD
21	18/01/07	Visite de chantier	
22	07/06/07	Visite de réception (trois nouvelles chambres de la maternité) ► AF	FD
23	07/06/07	Visite de chantier	FD
24	18/10/07	Visite de chantier et de réception (dernière phase : 1 ^{er} étage de la nouvelle maternité – réanimation pédiatrique et néo-natalité) ► AF	FD
25	08/11/07	PCM 99B1012-M1 : restructuration – phase 1 Avis de la SCD ► AF	
26	14/12/07 10/01/08	Demande de dérogation : organisation des 4 zones d'alarme (article U 44) Avis de la SCD ► AF	FD
27	14/12/07 10/01/08	Demande de dérogation : recours à l'étude d'ingénierie en matière de résistance au feu des structures Avis de la SCD ► AF	FD
28	10/01/08	Visite de chantier	FD
29	18/06/08	Visite de réception avant ouverture : bâtiment central (1 ^{er} sauf dialyse, 2 ^{ème} et 3 ^{ème} étage) ► AF	FD
30	25/09/08	Visite de réception avant ouverture : bâtiment central (RDC : consultations externes, 1 ^{er} étage : 19 postes dialyse, niveau 4 : consultations) ► AF	FD
31	08/08/08 30/10/08	PC 08B0091 : restructuration du CH Saint Léon, phase 2 tranche 1 Avis de la SCD ► AF	FD
32	13/11/08	Visite de réception avant ouverture : bât. Central, service des urgences (R-1) ► AF	FD

33	31/01/08	Visite de réception avant ouverture : sous-sol - bâtiment maternité (chambre mortuaire et planning familial) ► AF	FD
34	21/11/08	Visite de réception : service accueil spécialisé (U 5 ^{ème} catégorie) ► AF	FD
35	01/12/08 11/12/08	Étude du cahier des charges suite au recours à l'étude d'ingénierie pour traiter la résistance au feu des structures Avis de la SCD ► AF	FD
36	19/12/09 05/01/09	Visite de réception avant ouverture dans le bâtiment central (l'atrium et la rue couverte) ► AD Visite de contrôle suite AD ► AF	FD
37	22/01/09	Visite périodique – bâtiment Saint Léon et USN (zones non structurées) ► AF	FD
38	22/01/09	Visite de réception – achèvement phase 1 tranche 1 – zone centrale (plateau administratif du 4 ^{ème} étage, relais H situé dans la rue couverte, galerie de liaison maternité) ► AF	FD
39	18/06/09	Visite de réception - service réanimation provisoire et de l'USN 75 ► AF	FD
40	11/05/09 18/06/09	SI 09B0032 : création service provisoire (2 ans) de réanimation dans l'USN 75 Avis de la SCD ► AF	FD
41	15/06/09 09/07/09	SI 09B0043 : création salle de radiologie interventionnelle dans le bâtiment Saint Léon (provisoire pour 3 ans en lieu et place du service de dialyse) Avis de la SCD ► AF	FD
42	02/11/09 03/12/09	SI 09B0078 : installation provisoire unité de soins continus (USC) dans l'USN 75 Avis de la SCD ► AF	FD
43	25/02/10	SI 10B0002 : réaménagement du bloc opératoire (maternité) Avis de la SCD ► AF	FD
44	08/04/10	Visite de réception 4 ^{ème} étage du bâtiment USN 72 et salle hémodynamique du bloc opératoire de la maternité ► AF	FD
45	08/07/10	Visite de réception bâtiment USN 72 : 1 ^{er} , 2 ^{ème} et 3 ^{ème} étage ► AF	FD
46	09/09/10	Visite de réception bâtiment USN 72 : RDC et 1 ^{er} sous-sol ► AF	FD
47	24/03/11	Visite périodique et réception de l'aménagement provisoire d'une radiologie interventionnelle vieux Saint Léon ► AF	FD
48	20/06/11 28/07/11	PCM 08B0091-M1 : aménagement d'un service de chirurgie conventionnelle + compte rendu et réunion sur site Avis de la SCD ► AF	FD
49	03/07/11 28/07/11	SI 11B0042 : aménagement d'un service néphrologie Avis de la SCD ► AF	FD
50	12/07/11	Visite de réception niveaux N0, N1 et N2 du plateau technique sud ► AF	FD
51	09/12/11 13/12/11	PCM 08B0091-M2 : surélévation du local machinerie ascenseur et amélioration des conditions d'évacuation (secteur pédiatrie niveau 2) Avis de la SCD ► AF	FD
52	28/02/12 05/04/12	AT 12B0005 : création de bureaux et salle d'attente (RDC service consultation) Avis de la SCD ► AF	FD
53	07/05/12	Visite de réception (PCM 08B0091-M1 : extension demi-lune niveaux 1, 2 et 3 + SI 11B0042 : aménagement d'un service de néphrologie) ► AF	FD
54	22/06/12	Courrier SDIS à M. le Préfet relatif à l'hélistation du CH	FD
55	12/07/12 07/09/12	AT 12B0031 : aménagement bureaux de consultation (RDC bâtiment principal) et étude du cahier des charges fonctionnel SSI Avis de la SCD ► AF	FD
56	06/09/12	Manœuvre commune SP et personnel CHB et essais avant visite d'ouverture du bâtiment demi-lune	FD
57	07/09/12	Visite de réception avant ouverture (PC 08B0091 : extension demi-lune niveaux 1, 2 et 3) ► AF	FD
58	04/10/12	Visite de réception avant ouverture (PC 08B0091 : niveau S1 blocs opératoires, salle anesthésie et service réanimation) ► AF	FD
59	08/11/12	Visite de réception avant ouverture (PCM 99B1012-M1 : niveau S2) ► AF	FD
60	22/11/12	Visite de réception (PCM 99B1012-M1 : médecine nucléaire et PC médicaux radiologie au RDC du bâtiment demi-lune) ► AF	FD
61	28/02/13	Visite périodique bâtiments pédiatrie / maternité / urgences S1 / zone centrale (N0) / PC sécurité ► AF	FD
62	24/10/13	Visite périodique et réception (PC 08B0091 : édicule ascenseur pédiatrie) ► AF	FD
63	14/11/13	Visite périodique ► AF	FD

64	19/11/13 08/01/14 09/01/14	PC 13B0112 : construction d'une chaufferie Réponse SDIS – industrie (I102.00005) Avis de la SCD ► AF	FD
65	16/01/14	Visite périodique et réception (PCM 99B1012-M1 + PC 08B0091) ► AF	FD
66	31/01/14 20/02/14	AT 14B0008 : modification de la zone CPI du N4 demi-lune Avis de la SCD ► AF	FD
67	20/02/14	Visite périodique et réception (AT 14B0008 : N4 demi-lune + hélisation) ► AF	FD
68	15/04/14 05/04/14	AT 14B0026 : création centre consultations et de soins contre la tuberculose Avis de la SCD ► AF	FD
69	15/04/14 05/06/14	AT 14B0027 : aménagement de la salle de restaurant du personnel, de la cuisine et du sas d'isolement du parking du personnel Avis de la SCD ► AF	FD
70	23/06/14 17/07/14	PC 13B0112 : suivi des prescriptions émises - étude du PC de la chaufferie Avis de la SCD ► AF	FD
71	05/05/14 17/07/14	PCM 18B0091-M3 : restructuration de l'hôpital Saint Léon Avis de la SCD ► AD	FD
72	05/08/14 18/09/14	AT 14B0061 : création d'un sas aux blocs opératoires Avis de la SCD ► AF	FD
73	26/08/14 30/10/14	AT 14B0065 : demande de dérogation à l'article MS 71 Avis de la SCD ► AF	FD
74	26/08/14 30/10/14	AT 14B0066 : demande de dérogation à l'article CO 28 Avis de la SCD ► AF	FD
75	12/11/14	Visite de réception de travaux (PC 14B0027) ► AF	FD
76	07/07/14 20/11/14	AT 14B0052 : extension laboratoire et aménagement secteur d'hospitalisation Avis de la SCD ► AF	FD
77	22/09/14 20/11/14	PC 14B0079 : restructuration partielle pédiatrie (R+2, R0, R-1) Avis de la SCD ► AF	FD
78	22/09/14 20/11/14	PC 14B0080 : secteur chirurgie, niveau 2, création secteur d'hospitalisation de chirurgie conventionnelle / secteur ancien, niveau 2, aménagement de bureaux Avis de la SCD ► AF	FD
79	22/09/14 20/11/14	PC 14B0081 : secteur pédiatrie, niveau 2, surélévation du local machinerie ascenseur et amélioration des conditions d'évacuation Avis de la SCD ► AF	FD
80	03/11/14 11/12/14	PCM 08B0091-M3 : avis sur le PCM ayant fait l'objet d'un AD le 17/07/14 Avis de la SCD ► AF	FD
81	11/03/15 11/06/15	AT 15B0027 : réfection escaliers de secours et création ascenseur (aile est) Avis de la SCD ► AF	FD
82	01/04/15 11/06/15	AT 15B0033 : aménagement de l'atelier bio médical (niveau S1) Avis de la SCD ► AF au projet et AD à la demande de dérogation (mise en œuvre d'un seul RIA)	FD
83	29/10/15	Visite périodique ► AF	FD
84	12/10/15 1/12/15	PCM 13B0112-M1 : construction d'une chaufferie biomasse (modificatif) Réponse SDIS (code du travail) ► AF Suivi des prescriptions émises lors du PC initial.	FD
85	300316 02/06/16	PCM 14B0072-M2 + AT 16B0065 : restructuration de la pédiatrie Avis de la SCD ► AF	FD
86	13/10/16	Visite périodique ► AF Note du bureau d'étude sur l'élévation du niveau de sécurité de l'hélisation.	FD
86 H	28/02/16 01/12/16	AT 16 B 0192 : réaménagement du relais H Avis de la SCD ► AF	
87 et 87 H	18/09/17	Visite périodique de contrôle : <ul style="list-style-type: none"> • Service d'assistance spécialisé (SAS), • Bâtiment vieux Saint Léon, • Niveau S2 (zone centrale et demi-lune). Visite de réception de travaux : <ul style="list-style-type: none"> • Restructuration de la pédiatrie (PC 14B0079), • Aménagement et extension du laboratoire, création d'un secteur d'hospitalisation (AT 14B0052), • Aménagement intérieur des escaliers et de l'ascenseur sud du bâtiment vieux Saint Léon, • Aménagement du relais H. 	FD

		► AF à la poursuite de l'exploitation et à la réception des différents travaux.	
88	23/01/18 29/03/18	AT 18B0004 : élévation du niveau de sécurité de l'hélistation Avis de la SCD ► AF Projet abandonné, un nouveau dossier sera déposé.	FD
89	14/02/18 19/04/18	PC 18B0009 + AT 18B0021 : extension plateau technique (blocs opératoires) pour l'accueil d'un local « lavage endoscopes » et un stockage « biomed » Avis de la SCD ► AF	FD
90	28/06/18	Visite de réception de travaux (PCM 14B0079-M2) ► AF	FD
91	04/05/15 19/07/18	PC 18B0043 : travaux de restructuration et d'extension pour la création de l'unité médecine du sport Avis de la SCD ► AF Travaux réceptionnés en 2 phases : 1ere phase (extension) réceptionnée le 10/09/2020 ; 2eme phase (restructuration du bâtiment Saint-Léon) réceptionnée ce jour, le 17/11/2024.	FD
92	11/10/18	Visite périodique (zone 1) ► AF	FD
93	16/11/18 22/01/19	AT 18B0165 : création 2 box d'admission supplémentaires (RDC hall hôpital) Avis de la SCD ► AF	FD
94	24/04/19 25/06/19	AT 19B0050 : agrandissement du service de médecine nucléaire Avis de la SCD ► AF Travaux réceptionnés ce jour (17/11/2022).	FD
95	25/10/19	Visite périodique (zone 2) et de réception de travaux : <ul style="list-style-type: none"> Extension du plateau technique (blocs opératoires) pour l'accueil d'un local « lavage endoscopes » et un stockage « biomed » (PC 18B0009 + AT 18B0021) ► AF à la poursuite de l'exploitation et à la réception des travaux	FD
96	25/10/19 24/12/19	PC 19B0093 : agrandissement SAMU 64 A Avis de la SCD ► AF Travaux en cours le 19/11/2022 ; réception administrative à prévoir.	FD
97	29/01/20 31/03/20	PCM 18B0043-M1 + AT 20B0011 : demande de dérogation concernant le désenfumage dans le cadre du projet de restructuration et d'extension pour la création de l'unité médecine du sport Avis de la SCD ► AF Travaux réceptionnés ce jour (17/11/2022).	FD
98 + (102)	29/07/20 29/09/20	PC 20B0060 + AT 20B0080 : aménagement de salles de soins, restructuration de l'hospitalisation de jour et création bureau médical secteur cancérologie Avis de la SCD ► AF Travaux secteur cancérologie en cours le 17/11/2022, réception de l'ensemble du service à prévoir.	FD
99	10/09/20	Visite de réception partielle de travaux (les travaux d'extension sont réceptionnés, ceux de restructuration du bâtiment Saint Léon seront réalisés ultérieurement) (PC 18B0043 ; PCM 18B0043-M1 + AT 20B0011) ► AF	FD
100	06/11/20	Visite périodique (zone 3) et de réception de travaux AT 18B0165 : création 2 box d'admission supplémentaires (RDC hall hôpital) ► AF à la poursuite de l'exploitation et à la réception des travaux	FD
101	25/06/21 17/08/21	AT 10221B0084 : création de trois locaux pour l'accueil et les admissions du service GCS au 3ème étage. Avis de la SCD ► AF Travaux réceptionnés ce jour (17/11/2022).	FD
102 + (98)	24/08/21 26/10/21	PC 20B0060-M1 + AT 21B0107 : travaux dans le secteur cancérologie au R+4 (ce dossier modifie la pièce n°98). Avis de la SCD ► AF Travaux secteur cancérologie en cours le 17/11/2022, réception de l'ensemble du service à prévoir.	FD
103	19/11/21	Visite périodique (zone 1) ► AF à la poursuite de l'exploitation	FD
104	23/11/21 18/01/22	AT 21B0127 : construction d'une extension (en RDC) zone imagerie médicale dans patio (B) existant, pour recevoir un équipement IRM (3T) Avis de la SCD ► AF Travaux terminés, réception à prévoir.	FD

105	26/01/22 29/03/22	PC 22B0009 et AT 22B0007 : restructuration d'un bâtiment en RDC de la partie Nord-Ouest du CHCB et création d'un plateau technique en R+1. Avis de la SCD ► AF Travaux réceptionnés le 14/06/2024.	FD
106	17/11/22	Visite périodique (zone 2) et de réception de travaux : PC18B0043 ET 18B0043-M1 : unité médecine du sport AT19B0050 : service de médecine nucléaire (création de 2 locaux dans un patio). AT21B0084 : service GCS (création de 3 locaux au 3eme étage). ► AF à la poursuite de l'exploitation et à la réception des travaux	FD
107	26/04/23	Autorisation de travaux 06410223B0036 Réaménagement du service maladies infectieuses au niveau 1 Avis de la SCD ► AF	FD
108	03/10/23	Autorisation de travaux 06410223B0097 Réaménagement du service cardiologie ambulatoire au niveau 3 Avis de la SCD ► AF	FD
109	15/11/23	Visite périodique (zone 3) ► AF à la poursuite de l'exploitation	FD
110	14/06/24	Visite de réception de travaux. PC 06410222B009 et AT 06410222B0007 : Plateau technique / blocs GCS ► AF à la réception des travaux	FD
111	13/11/24	Visite périodique (zone 1) ► AF à la poursuite de l'exploitation	

Dérogation et mesures compensatoires correspondantes clairement identifiées

- **4 septembre 2003** : avis de la commission centrale de sécurité sur le désenfumage de la rue intérieure et de l'atrium. Il est demandé d'installer des écrans de cantonnement :
 1. Entre les 2 cantons (1/3 ; 2/3) de la rue intérieure,
 2. Au niveau +2, entre le vide de la rue intérieure et le vide de l'atrium,
 3. Pour les locaux ouverts sur la rue intérieure ou l'atrium (admissions, cafétéria, boutique).
- **29 janvier 2004** : avis favorable de la SCD sur le mode de commande des clapets coupe-feu au droit des cloisons séparant les chambres des circulations. Ces clapets sont auto-commandés par fusible et non-reliés au SSI comme le prévoyait le règlement de 1989 dans son article U 44 § 2a. Cette mesure validée par la sous-commission départementale le 29/01/2004 a anticipé la refonte de la réglementation spécifique au type U (arrêté du 10 décembre 2004).
- **10 janvier 2008** : avis favorable de la SCD suite à une demande de dérogation concernant les zones d'alarme. Au regard de l'étendue du site et de l'indépendance des dégagements l'établissement dispose de 5 zones d'alarme : « vieux Saint-Léon », « maternité-pédiatrie », « zone centrale / USN » et « bâtiment SAS ». De plus, le bâtiment « Service technique et SAMU » est surveillé par un SSI indépendant, il dispose donc de sa propre zone d'alarme.
- **11 décembre 2008** : avis favorable de la SCD sur l'étude du cahier des charges suite au recours à l'ingénierie pour traiter la résistance au feu des structures.
Les préconisations sont les suivantes :
 1. Pas d'aménagement supplémentaire,
 2. La réaction au feu des matériaux,
 3. Les aménagements sont strictement définis dans chaque boîte d'admission, aucun potentiel calorifique autre n'est accepté :
 1. Un plan de travail M1,
 2. 3 chaises,
 3. 1 poste informatique composé de 1 unité centrale, 1 moniteur, 1 imprimante,
 4. Les structures suivantes sont à protéger par des matériaux coupe-feu (type peinture intumescente) :
 1. Poutres en IPE 300 en file J du plancher du niveau 1 le long des locaux cafétéria, relais H, boutiques ;
 2. Traverses PRS du plancher du niveau 1 en face des locaux cafétéria, relais H, boutiques.
- **30 octobre 2014** : avis favorable de la SCD suite à une demande de dérogation à l'article MS 71 concernant la continuité des communications électriques en infrastructure en raison du coût financier et des nuisances apportées dans les services d'hospitalisation. En compensation, l'exploitant tient à disposition des secours un nombre suffisant de postes portatifs (18 postes) pour permettre leur intervention.

- **30 octobre 2014** : avis favorable de la SCD suite à une demande de dérogation aux articles CO 28 et U 13 concernant l'isolement des locaux à risque dans le centre hospitalier. Le pétitionnaire souhaite, pour des raisons d'exploitation, les maintenir en position ouverte. En compensation, ces portes sont équipées de système de ventouse permettant leur fermeture automatique en cas d'incendie.
- **31 mars 2020** : avis favorable de la SCD suite à une demande de dérogation concernant le désenfumage de la circulation du bâtiment Saint Léon, service médecine du sport. La dérogation porte sur l'article DF 6 § 1 de l'arrêté du 25 juin 1980 concernant l'obligation de désenfumage des circulations de longueur totale supérieure à 30 mètres. Les mesures compensatoires sont les suivantes :
 - > La présence dans cette circulation de 5 sorties donnant directement sur l'extérieur, les portions de circulation qui ne possèdent une ouverture sur l'extérieur sont inférieures à 30 mètres,
 - > L'absence de locaux à sommeil dans cette zone,
 - > La présence de diffuseurs sonores d'alarme générale sans temporisation et de détection incendie généralisée dans cette zone permettent au public et au personnel d'évacuer rapidement.

IV - CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1) CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

Afin d'assurer un suivi efficace de l'établissement les prescriptions de l'ensemble de l'établissement sont reprises pour pouvoir faire le point sur leur avancée annuellement.

PRESCRIPTION SIMPLE 2015

1. **S1 / SAU** : Rétablir le cloisonnement traditionnel dans la zone des urgences en remettant en place les portes pare-flamme du local infirmier et en n'empêchant pas la fermeture des portes coupe-feu (art. U 8 et U 10). **Réalisé**

PRESCRIPTION SIMPLE 2018

2. Afin de régulariser la création du local de stockage (à proximité de l'accès à la chaîne de décontamination), joindre un RVRAT réalisé par un organisme de contrôle agréé, la mission solidité et l'engagement du maître d'ouvrage mentionnant la réalisation des contrôles « solidité », afin d'attester la conformité de ces travaux (art. R 143-22 du code de la construction et de l'habitation, art. GE 2 et GE 9 du règlement de sécurité). **Non réalisé**

PRESCRIPTIONS SIMPLES 2020

3. Assurer la maintenance ou le remplacement du CMSI du bâtiment Saint Léon afin que les installations de sécurité fonctionnent correctement. En attendant le changement du CMSI, respecter strictement les procédures mises en place par le chef du service de sécurité incendie. S'assurer que les agents SSIAP renforcent le contrôle des processus d'alarme et de compartimentage lors d'une détection dans le bâtiment Saint Léon et déclenchent immédiatement manuellement ces fonctions en cas de dysfonctionnement. (art R143-13) **Non réalisé**
4. Doter les cages d'escalier du bâtiment vieux Saint Léon de colonnes sèches afin d'uniformiser le mode opérationnel en cas d'intervention des sapeurs-pompiers sur l'ensemble du site du centre hospitalier. (art 143-13) **Non réalisé**

PRESCRIPTION SIMPLE 2021

5. Respecter les préconisations du rapport de la DGAC sur l'hélistation suite à la visite du 01/03/2022, en prévoyant les travaux nécessaires (notamment la création d'un deuxième escalier). **Non réalisé**

PRESCRIPTIONS SIMPLES 2022

6. **S'assurer de la présence en permanence sur le site d'un service de sécurité incendie, placé sous la direction d'un chef de service de sécurité incendie, spécifiquement affecté à cette tâche, composé au minimum de trois agents de sécurité incendie dont un chef d'équipe. Le chef d'équipe et un agent de sécurité au moins ne doivent pas être distraits de leurs missions spécifiques de sécurité incendie.**

Si des missions doivent être réalisées sur des sites annexes, le service de sécurité incendie devra être renforcé de telle sorte que trois agents de sécurité incendie au moins dont un chef d'équipe soient en permanence présents simultanément sur le site Sain-Léon. Cet effectif doit être renforcé et adapté selon les missions confiées et l'importance du site (Art U43 et MS46). Non réalisé

7. Revoir l'architecture des SDI/CMSI afin de permettre la diffusion des informations d'alarme feu sur tous les tableaux répéteurs d'alarme. Les personnels doivent pouvoir être informés de la zone de détection concernée par l'incendie. Au minimum, les informations d'alarme feu doivent apparaître sur tous les tableaux répéteurs d'alarme du service concerné par la détection incendie (art. U 45). **Non réalisé**

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

1. Contrôle et suivi permanent de l'évolution de l'exploitation des locaux de stockage pharmacie tant en matière d'isolement (fonctionnement des portes), du mode de stockage (liquides inflammables, bouteilles d'O₂ présentes dans les couloirs et autres), d'aménagement des locaux, l'adaptation des moyens de secours et du respect des dégagements d'évacuation. **Consigne permanente mise en place afin de laisser libre le largeur nécessaire à l'évacuation dans les dégagements et ne pas faire obstacle à la fermeture des portes coupe-feu.**
2. Interdire tout stockage (dossiers, papier, armoires...) dans les boxes qui ne sont pas isolés et donnent directement dans la rue intérieure (art. CO 28). Pour mémoire, suite au recours à l'ingénierie pour traiter la résistance au feu des structures de la rue intérieure les aménagements ont été strictement définis dans chaque box d'admission et aucun potentiel calorifique autre n'est accepté :
 - Un plan de travail M1 ;
 - 3 chaises ;
 - 1 poste informatique composé de 1 unité centrale, 1 moniteur, 1 imprimante (voir procès-verbal de visite du 13 novembre 2008).
3. Poursuivre les actions de formation des personnels dans les services afin d'assurer la présence dans chaque service et en permanence de personnels formés à l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation. Pour atteindre cet objectif il est indispensable de programmer au minimum le passage en formation de 1000 personnels tous les ans (art. U 47).
4. Tenir à jour le plan d'organisation interne de la sécurité en cas d'incendie dans l'hôpital (art. U 41, U 43, U 47, U 48, U 30 et U 59).
5. Assurer l'entretien régulier ou le remplacement des portes coupe-feu qui n'assurent plus efficacement leur fonction de compartimentage (art. R 143-3 et R 143-4 du code de la construction et de l'habitation). **Suite à une phase de test concluants, des portes NOVOFERM qui résistent davantage aux chocs occasionnés par les lits et chariots sont installées en remplacement des portes dégradées à haut passages.**
6. Interdire le calage des portes munies de ferme-porte. Si ces portes doivent être maintenues ouvertes pour des raisons d'exploitation, elles devront être conformes à la norme visant les portes à fermeture automatique (art. CO 28, U 13, CO 47 et NF S 61-937).
7. Maintenir fermées les portes des locaux (qui donnent directement sur les circulations) où sont stockés les chariots de réchauffage des repas lorsqu'ils ne sont pas utilisés (art. U 8, U 29 et R 143-13 du code de la construction et de l'habitation).
8. Tenir à jour le tableau des effectifs de l'ensemble de l'établissement avec les effectifs précis dans chaque service (art. GN1).
9. Lever les observations des différents rapports de vérifications des installations techniques de l'établissement.
10. Vérifier la matérialisation des zones nécessaires afin que les moyens de secours restent en permanence facilement accessibles et puissent fonctionner efficacement. Interdire notamment le stationnement de chariots devant les RIA, portes coupe-feu, issues de secours...) (art. MS 39 et CO 37).
11. Proscrire le stationnement de matières combustibles dans les volumes de protection des ascenseurs.

12. Interdire les affichages muraux dans les escaliers et dans les circulations horizontales afin de conserver le classement au feu des revêtements muraux (art. AM 3, AM 4 et U 23).
13. Interdire les flacons de gel hydro-alcoolique dans les circulations (art. U 8 et U 13).
14. Interdire la fixation de tablettes qui réduiraient la largeur réglementaire des circulations (N4 cancérologie) (art. CO 37).
15. Autoriser uniquement les chariots nécessaires aux soins en cours afin de ne pas encombrer la circulation (art. CO 35 et CO 37).
16. Interdire le stockage de dossiers patients dans les accueils ouverts qui communiquent directement avec les circulations et les chambres (art. U 8, U 13 et R 143-13 du code de la construction et de l'habitation).
17. Interdire tout déplacement des chaises des zones d'attente vers les circulations ou zones non prévues à cet effet (devant les ascenseurs...), où elles pourraient gêner le déplacement du public et devenir des obstacles empêchant un transfert horizontal ou une évacuation en toute sécurité (art. CO 35 et CO 37).
18. Respecter les dispositions des articles L 111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du Code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.
19. Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques : <http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr> / Politiques-publiques / Sécurité / Protection-civile / Sécurité-incendie-et-établissements-recevant-du-public / Fiches-d'entretien.
20. Afficher de façon apparente près de l'entrée principale l'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture.
21. Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (cf. articles R 143-4 et 7 du Code de la construction et de l'habitation).
22. Revoir le balisage d'évacuation afin qu'il soit adapté au fonctionnement de l'établissement et que les indications permettent une évacuation rapide et sûre du public (art. EC 9 et CO 42).

2) DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Documents de contrôle périodique

Vérifications techniques	Date	Vérificateur	Observations
Désenfumage (DF 10)			
mécanique (débit, pression, vitesse)	2024	APAVE	
Triennale			
naturel	2024	EXPABA	
Chauffage (CH 58)	Maintenance quotidienne	DALKIA	Chaudière gaz et biomasse bois Ramonage le 27/09/2024 par DALKIA
Gaz (GZ 30)	08/12/2023	APAVE	
Thermographie	28/11/2023	DALKIA	
Électricité (EL 19)			
ERP	2024	APAVE	
Code du travail	2024	APAVE	
Thermographie	28/11/2023	DALKIA	
Éclairage de Sécurité (EC 15)	Progr annuel	Interne CHCB	

Vérifications techniques	Date	Vérificateur	Observations
Ascenseur (AS 9) Quinquennale	2024	APAVE	
Moyens de secours (MS)			
Extincteurs	2024	EXPABA	
Colonnes sèches	2024	EXPABA	
RIA (MS 73)	Prog annuel	Interne CHCB	
Poteaux d'incendie	Prog annuel	Interne CHCB	
Issues de secours	Prog annuel	Interne CHCB	
Extinction automatique à gaz	25/09/2024	SIEMENS	
Système de sécurité incendie			
contrat d'entretien (MS 68)	22/07/2024	SIEMENS	
contrôle triennal par bureau de contrôle (MS 73)	22/12/2021	APAVE	
Portes automatiques (CO 48)	2024	APAVE	
Formation du personnel (MS 48)	Prog annuel	Interne CHCB Centre de formations agréés	SST / SSIAP / ELEC / HELICO / ASC
TYPE U (U 64) installations de gaz médicaux	2024	LINDE	
Registre de sécurité	Tenu à jour		

3) RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES

Bâtiment UHCD S1

- 1^{er} essai : activation d'une tête de détection incendie dans le local de soins (S1ZC016/2)
 - o Compartimentage de la zone : une PCF non asservie reste en position ouverte, les portes de la salle de soins sont bloquées en position ouverte à l'aide de cales.
 - o Déclenchement de l'alarme générale sélective sans temporisation : satisfaisant.
 - o Identification sur le tableau répéteur : satisfaisant.
- 2^{ème} essai : activation d'une tête de détection incendie dans la circulation ZC020/1) :
 - o Compartimentage de la zone : porte CF S1 ZCC020 n'est pas asservie.
 - o Déclenchement de l'alarme générale sélective sans temporisation : satisfaisant.
 - o Identification sur le tableau répéteur : satisfaisant.

PEDIATRIE N2

- 3^{ème} essai : activation d'une tête de détection incendie dans la circulation (N2 PED 34)
 - o Compartimentage de la zone : satisfaisant.
 - o Déverrouillage des issues de secours : satisfaisant.
 - o Déclenchement de l'alarme générale sélective sans temporisation : satisfaisant.
 - o Identification sur le tableau répéteur : satisfaisant.
 - o Désenfumage : la VB 1 ZF34N2 est obturée (défaut relevé par technicien compétent lors de la visite de maintenance).
- 4^{ème} essai dans la continuité : activation d'une tête de détection incendie dans le couloir entre la consultation pédiatrique jour et la consultation MATER N1 :
 - o Compartimentage de la zone : insatisfaisant, la porte de recoupement ZC32N1 reste en position ouverte.
 - o Désenfumage : ZF 34 ; amenée d'air : satisfaisant ; évacuation des fumées : moteur d'extraction des fumées bloqué (défaut relevé par technicien compétent lors de la visite de maintenance).
 - o Arrêt pompier : satisfaisant.

Anomalie constatée lors de la visite : le local archive S1 pédiatrie/maternité n'est pas isolé conformément à l'article CO28. Le conduit d'amenée d'air naturel permettant le désenfumage des circulations au NO est situé dans une zone susceptible d'être enfumée.

Réaction du personnel des services : Très peu d'implication.

Réaction du personnel du service de sécurité incendie : satisfaisante. La bonne connaissance de l'établissement par le personnel du service de sécurité permet de réaliser une levée de doute rapide et les actions de mise en sécurité nécessaires.

V - PRESCRIPTIONS

PRESCRIPTIONS suite à la visite du jour

➤ **Conformément à l'article GN 11 du règlement du 25 juin 1980, les prescriptions suivantes devront être exécutées sous un délai de 3 mois :**

1. Lever toutes les observations relatives aux installations concourants à la sécurité incendie et aux installations techniques et ce, sur la totalité du CHCB site saint Léon (art GE4 à 10).
2. Lever les observations relevées lors de la visite périodique du jour et suite aux essais effectués :
 - Supprimer les dispositifs maintenant les portes coupe-feu en position ouvertes (prescription permanente n°5)
 - Asservir les portes de recoupement des zones de compartimentage (porte CF S1 ZCC020 et porte CF ZC32N1)
 - Traiter le local archives S1 en local à risques importants (art CO28)
 - Assurer le désenfumage de la circulation NO du service pédiatrie conformément à l'article DF et IT 246 3.5.4
 - Lever les observations relatives aux dysfonctionnements du système de désenfumage (VB, VEX) (voir prescription n°1)
 - Former le personnel à la conduite à tenir en cas d'incendie (voir prescription n°4)
3. Attester de la présence en permanence sur le site « Saint Léon » d'un service de sécurité incendie, placé sous la direction d'un chef de service de sécurité incendie spécifiquement affecté à cette tâche, composé au minimum de trois agents de sécurité incendie, dont un chef d'équipe.
Le chef d'équipe et un agent de sécurité au moins ne doivent pas être distraits de leurs missions spécifiques de sécurité incendie.
Si des missions doivent être réalisées sur des sites annexes, le service de sécurité incendie devra être renforcé de telle sorte que trois agents de sécurité incendie au moins, dont un chef d'équipe, soient en permanence présents simultanément sur le site Saint Léon. Cet effectif doit être renforcé et adapté selon les missions confiées et l'importance du site (art. U 43 et MS 46 et arrêté du 2 mai 2005 modifié).
4. Présenter le calendrier des actions de formation des personnels dans les services afin d'assurer la présence dans chaque service et en permanence de personnels formés à l'exécution de consignes très précises en vue de limiter l'action du feu et d'assurer le transfert horizontal ou l'évacuation. Pour atteindre cet objectif il est indispensable de programmer au minimum le passage en formation de 1000 personnels tous les ans (art. U 47).
5. Fournir le RVRAT afin de régulariser les travaux effectués dans le local de stockage proche de l'accès à la zone de décontamination. (art GE9).

➤ **Conformément à l'article GN 11 du règlement du 25 juin 1980, les prescriptions suivantes devront être exécutées sous un délai de 6 mois :**

1. Déposer un dossier d'élévation du niveau de sécurité du bâtiment « vieux Saint Léon » (prescription émise lors des visites de 2017 et 2020.) (art R143-13).
2. Déposer un dossier d'élévation du niveau de sécurité de « l'hélistation » suite au rapport fourni par la DGAC (prescription émise lors de la visite de 2021).
3. Renvoyer l'architecture des SDI/CMSI afin de permettre la diffusion des informations d'alarme feu sur tous les tableaux répéteurs d'alarme. Les personnels doivent pouvoir être informés de la zone de détection concernée par l'incendie. Au minimum, les informations d'alarme feu doivent apparaître sur tous les tableaux répéteurs d'alarme du service concerné par la détection incendie (art. U 45).

4. Supprimer les boîtiers « bris de glace » positionnés au droit des contrôles d'accès (DIGICODE).
5. Adapter le balisage d'évacuation afin qu'il soit adapté au fonctionnement de l'établissement et que les indications permettent une évacuation rapide et sûre du public (EC 9 et CO42).

PRESCRIPTIONS PERMANENTES :

1. Assurer le contrôle et suivi permanent de l'évolution de l'exploitation des locaux de stockage pharmacie tant en matière d'isolement (fonctionnement des portes), du mode de stockage (liquides inflammables, bouteilles d'O₂ présentes dans les couloirs et autres), d'aménagement des locaux, l'adaptation des moyens de secours et du respect des dégagements d'évacuation. **Consigne permanente mise en place afin de laisser libre le largeur nécessaire à l'évacuation dans les dégagements et ne pas faire obstacle à la fermeture des portes coupe-feu.**
2. Interdire tout stockage (dossiers, papier, armoires...) dans les boxes qui ne sont pas isolés et donnent directement dans la rue intérieure (art. CO 28). Pour mémoire, suite au recours à l'ingénierie pour traiter la résistance au feu des structures de la rue intérieure les aménagements ont été strictement définis dans chaque box d'admission et aucun potentiel calorifique autre n'est accepté :
 - Un plan de travail M1 ;
 - 3 chaises ;1 poste informatique composé de 1 unité centrale, 1 moniteur, 1 imprimante (Voir procès-verbal de visite du 13 novembre 2008).
3. Tenir à jour le plan d'organisation interne de la sécurité en cas d'incendie dans l'hôpital (art. U 41, U 43, U 47, U 48, U 30 et U 59).
4. Assurer l'entretien régulier ou le remplacement des portes coupe-feu qui n'assurent plus efficacement leur fonction de compartimentage (art. R 143-3 et R 143-4 du code de la construction et de l'habitation).
5. Interdire le calage des portes munies de ferme-porte. Si ces portes doivent être maintenues ouvertes pour des raisons d'exploitation, elles devront être conformes à la norme visant les portes à fermeture automatique (art. CO 28, U 13, CO 47 en NF S 61-937).
6. Maintenir fermées les portes des locaux (qui donnent directement sur les circulations) où sont stockés les chariots de réchauffage des repas lorsqu'ils ne sont pas utilisés (art. U 8, U 29 et R 143-13 du code de la construction et de l'habitation).
7. Tenir à jour le tableau des effectifs de l'ensemble de l'établissement avec les effectifs précis dans chaque service (art. GN1).
8. Interdire le stationnement de chariots devant les RIA, portes coupe-feu, issues de secours...) (art. MS 39 et CO 37).
9. Proscrire le stationnement de matières combustibles dans les volumes de protection des ascenseurs.
10. Interdire les affichages muraux dans les escaliers et dans les circulations horizontales afin de conserver le classement au feu des revêtements muraux (art. AM 3, AM 4 et U 23).
11. Interdire les flacons de gel hydro-alcoolique dans les circulations (art. U 8 et U 13).
12. Interdire la fixation de tablettes qui réduiraient la largeur réglementaire des circulations (N4 cancérologie) (art. CO 37).
13. Autoriser uniquement les chariots nécessaires aux soins en cours afin de ne pas encombrer la circulation (art. CO 35 et CO 37).
14. Interdire le stockage de dossiers patients dans les accueils ouverts qui communiquent directement avec les circulations et les chambres (art. U 8, U 13 et R 143-13 du code de la construction et de l'habitation).
15. Interdire tout déplacement des chaises des zones d'attente vers les circulations ou zones non prévues à cet effet (devant les ascenseurs...), où elles pourraient gêner le déplacement du public et devenir des obstacles empêchant un transfert horizontal ou une évacuation en toute sécurité (art. CO 35 et CO 37).

16. Respecter les dispositions des articles L 111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du Code de la construction et de l'habitation lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Maire, délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.
17. Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques : <http://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr> / Politiques-publiques / Sécurité / Protection-civile / Sécurité-incendie-et-établissements-recevant-du-public / Fiches-d'entretien.
18. Afficher de façon apparente près de l'entrée principale l'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité, en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture.
19. Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement (cf. articles R 143-4 et 7 du Code de la construction et de l'habitation).

VI - AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un avis **FAVORABLE** au fonctionnement de l'établissement, assorti de la réalisation des prescriptions susvisées.

VII - RAPPELS

1 - PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la commission de sécurité au moins tous les 3 ans. Celui-ci étant divisé en trois zones étant donnée son importance, les visites sont programmées annuellement, afin que l'ensemble de l'établissement soit visité dans les trois années.

Cependant, conformément à l'article précité et son alinéa 4, une visite de cette zone est programmée pour le mois de juin 2025 afin de contrôler la mise en œuvre de l'échéancier précité relatif à la levée des prescriptions.

2 - OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

➤ Article R 143-34 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

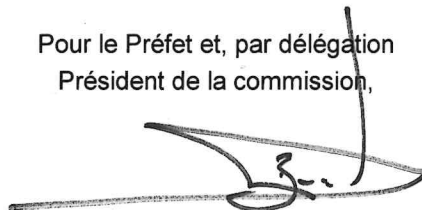
➤ Article R 143-3 du Code de la construction et de l'habitation

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

3 - OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R 143-42 du Code de la construction et de l'habitation, le Maire notifie le résultat de la visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour le Préfet et, par délégation
Président de la commission,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'N. Beguin', written over a horizontal line.

Norman BEGUIN